

## Commerce mondial, premiers accords en vue après douze années de blocage

Le directeur général de l'OMC, le Brésilien Roberto Azevêdo, va présenter, lundi 25 novembre, un premier document au Conseil général, qui regroupe les représentants des 159 pays membres de l'organisation. | AP/Salvatore Di Nolfi

**Après plus de douze années de blocage, l'Organisation mondiale du commerce (OMC) semble s'acheminer vers la signature d'un accord de facilitation des échanges et de deux autres textes, l'un sur l'agriculture, l'autre sur le développement.**

Le directeur général de l'OMC, le Brésilien Roberto Azevêdo, va présenter, lundi 25 novembre, un premier document au Conseil général, qui regroupe les représentants des 159 pays membres de l'organisation. Ce sera l'occasion de faire un point précis sur l'état d'avancement des textes en discussion, qui restent susceptibles de bouger jusqu'à la 9<sup>e</sup> conférence ministérielle de l'OMC, prévue à Bali (Indonésie) du 3 au 6 décembre.

Tout n'est pas encore réglé mais un vent d'optimisme souffle à Genève, où l'on évoque désormais davantage la possibilité d'un accord global sur le commerce – le premier depuis l'ouverture du cycle de Doha en 2001 – que la perspective d'un échec de Bali, dont l'OMC aurait le plus grand mal à se relever.

Jeudi 22 novembre au soir, un accord a en effet été trouvé avec l'Inde, qui permettra à ce pays non autosuffisant sur le plan alimentaire de constituer des stocks. Cette proposition – aussitôt critiquée par le Pakistan – semble avoir débloqué les discussions sur les autres projets d'accord.

### AVANCÉE SUR L'AGRICULTURE

Même le sujet, particulièrement compliqué pour les Européens, de l'interdiction (à terme) des subventions à l'exportation de produits agricoles, réclamée entre autres par le Brésil, l'Inde et l'Argentine, ne semble plus de nature à constituer un sujet de fâcherie irrémédiable.

L'OMC pourrait adopter à Bali une simple déclaration politique affirmant la nécessité d'aller progressivement vers la suppression des subventions agricoles, mais sans que la situation actuelle ne soit gelée.

L'Union européenne a fait l'effort de réformer la politique agricole commune et de réduire drastiquement les restitutions à l'exportation, ce dont souffre par exemple la filière avicole bretonne. Elle ne voulait pas d'un gel qui aurait avantagé les Etats-Unis, alors que ceux-ci ne manifestent aucune velléité de moins soutenir leurs agriculteurs et leurs producteurs de coton.

L'avancée sur l'agriculture, en particulier sur les demandes de l'Inde, a permis aux négociateurs de poursuivre leurs discussions, dans un climat plus positif, sur l'accord de facilitation des échanges.

## **FACILITER LES PASSAGES AUX FRONTIÈRES**

Ce texte, le plus abouti, ne révolutionnera pas le commerce international, mais il devrait permettre de renforcer la coopération douanière, de rationaliser les contrôles, de faciliter les passages aux frontières – il y aurait moins de paperasserie administrative – ou encore de dédouaner en priorité les biens périssables.

Selon la ministre française du commerce extérieur, Nicole Bricq, ces petits pas, favorables à tout le monde, pourraient diminuer de moitié le coût logistique d'une opération de commerce international. « *Une PME, assure-t-elle, pourrait réduire ses coûts de 10 %.* »

Les discussions se heurteront toutefois au fait que les revenus douaniers représentent encore, dans certains pays, plus de 50 % des rentrées fiscales.

Le troisième et dernier projet de texte concerne le développement, qu'il s'agisse de l'accession de pays à l'OMC (le Yémen, par exemple, pourrait y adhérer), de la suppression des droits de douane sur tous les produits en provenance des pays les moins avancés, à l'exception des armes, d'un certain nombre d'aides au commerce ou encore de sujets plus délicats, comme celui du coton.

## **UNE ASSURANCE ANTIPROTECTIONNISTE**

Compte tenu des échecs répétés des conférences ministérielles de l'OMC depuis Doha, un succès à Bali constituerait une victoire pour le directeur général de l'OMC et pour un multilatéralisme affaibli, auquel restent attachées, pour ne citer qu'elles, l'Union européenne en général et la France en particulier.

« *C'est le seul système qui permet à tous les pays de participer à l'élaboration des règles du commerce et de les faire respecter, quelles que soient leur taille et leur puissance* », avait insisté M<sup>me</sup> Bricq, en mai, lorsque M. Azevêdo, diplomate de formation, avait été choisi pour succéder au Français Pascal Lamy qui, malgré plusieurs tentatives, n'avait pas réussi à débloquer le cycle de Doha.

« *L'OMC fonctionne comme une assurance antiprotectionniste, ce qui est très important dans le contexte économique actuel* », commentait aussi la ministre jeudi soir au *Monde*. D'autres pays membres que la France y sont probablement sensibles.

Source : [www.lemonde.fr](http://www.lemonde.fr) (23/11/13)

**Les représentants des 159 pays membres de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) ne sont pas parvenus, lundi 25 novembre à Genève, à se mettre d'accord sur les termes de textes relatifs à la facilitation des échanges, à l'agriculture et au développement, contrairement à ce que les négociateurs avaient laissé entrevoir en fin de semaine dernière.**

Taco Stoppels, un conseiller de la mission néerlandaise auprès de l'OMC, a déclaré sur Twitter que Roberto Azevêdo, le président de l'OMC, a "*clos la réunion en remerciant simplement tout le monde. Le texte n'est pas prêt*".

De source française, on assure toutefois que tout n'est pas bloqué. Les discussions doivent en effet se poursuivre mardi 16 novembre. Et Paris dit avoir bon espoir qu'elles permettent de parvenir à un accord.

## **DIFFICULTÉS AVEC LES STOCKS INDIENS**

Les représentants de 159 Etats membres de l'OMC négocient depuis dix semaines. M. Azevêdo s'est donné pour objectif de faire émerger un texte susceptible d'être soumis à la 9<sup>e</sup> conférence ministérielle de l'organisation, prévue à Bali (Indonésie) du 3 au 6 décembre.

Parmi les questions sur lesquelles auraient achoppé les pourparlers figurerait le plan de stocks alimentaires indien, exempté des règles internationales encadrant les aides publiques, rapporte l'agence *Reuters*.

Jeudi 22 novembre au soir, un accord avait pourtant été trouvé avec l'Inde, permettant à ce pays non autosuffisant sur le plan alimentaire de constituer des stocks.

Cette proposition avait été aussitôt critiquée par le Pakistan. Mais elle avait permis d'avancer sur les autres sujets. Notamment sur l'accord de facilitation des échanges qui, s'il ne bouleversera pas le commerce international, doit permettre de renforcer la coopération douanière, rationaliser les contrôles, faciliter les passages aux frontières – moins de paperasserie administrative – ou encore dédouaner en priorité les biens périssables.

Source : [www.lemonde.fr](http://www.lemonde.fr) (25/11/13)